

Communiqué de Presse du SE-UNSA

Violences à l'école : la fuite en avant

Le Président de la République vient de tenir son énième discours sur la sécurité. Cette intervention succède aux « Etats généraux de la sécurité à l'école » initiés par Luc Chatel. Il en était ressorti que cette problématique était complexe, multiforme. Elle ne pouvait donc se traiter sérieusement qu'en y associant tous les acteurs et en construisant des dispositifs inscrits dans la durée.

L'impatience présidentielle aura fait voler en éclats ces conclusions. Nous avons eu droit à une compilation des refrains chers au Président, et à des solutions magiques censées régler en un tournemain ces questions : l'ordre, la règle, la vidéosurveillance, les portiques, les policiers référents, la suppression des allocations familiales...

Sans doute fallait-il redorer un blason passablement écorné par le souffle des dernières élections régionales. Sans doute fallait-il faire diversion et détourner ainsi l'attention de nos concitoyens des problèmes sociaux et économiques graves qu'ils rencontrent.

Pour le SE-UNSA, le Président de la République stigmatise une fois de plus la jeunesse de notre pays, vécue comme un danger. C'est l'arsenal répressif et judiciaire qui est encore dégainé, jusqu'à annoncer une modification du droit pénal des mineurs.

Seule nouveauté : la création « *d'établissements de réinsertion scolaire* » accueillant des jeunes « *condamnés à la délinquance* ». Après les internats d'excellence, on entre ainsi dans une logique de tri et de fragmentation de l'Ecole. Les bancs de l'Ecole de la République seraient-ils trop étroits pour accueillir tous les jeunes ? Etrange conception du « vivre ensemble » !

Enfin, cynisme absolu, le Président de la République nous dit vouloir agir sur la formation initiale des enseignants alors même que la réforme qu'il a voulue la vide de toute professionnalisation.

Pour le SE-UNSA, il s'agit là d'une instrumentalisation de l'école. Nicolas Sarkozy s'est-il jamais interrogé sur les causes profondes de cette violence ? Son discours martial ne peut l'exonérer des conséquences de la politique sociale, économique et budgétaire qu'il conduit depuis trois ans.

Paris, le 5 mai 2010

Christian Chevalier, Secrétaire Général du SE-UNSA